

Coup de chaud sur la rentrée : organisons la riposte du monde du travail !

Selon un sondage récent réalisé pour *Le Monde*, la colère et l'inquiétude montent en France. Première préoccupation : le pouvoir d'achat, alors que les prix à la pompe flambent et qu'il coûte de plus en plus cher de venir travailler.

Actifs, privés d'emplois ou retraités : tous attaqués

Ce sont en tout 30 milliards d'euros que le gouvernement prévoit de trouver dans nos poches. Pour les retraités, il envisage de supprimer l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu, ou de ne plus indexer les pensions sur l'inflation, ou les deux ! Alors que les prix s'envolent, qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires ou du carburant. Selon l'Insee, plus de 4 millions de familles dépensent plus d'un mois de leurs revenus annuels pour faire le plein ! Mais pour le patronat, réuni lors de son université d'été, la simple idée d'augmenter les salaires provoque l'hilarité générale. De leur côté, celui de la bourgeoisie, ils pensent n'avoir pas de bile à se faire, puisque le gouvernement à leur service rivalise d'ingéniosité pour leur plaire. Dernière trouvaille : faciliter toujours plus la transmission du patrimoine pour hériter d'entreprises ou de sommes d'argent. Pendant ce temps, pour mieux faire oublier l'oppression d'une classe sociale sur une autre, les xénophobes de tout acabit cherchent à nous diviser selon nos origines et couleurs de peaux.

Une arrogance bourgeoise... qui emmène la planète droit dans le mur !

Cette soif de profit des capitalistes conduit à exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, mais aussi à détruire davantage l'environnement. Nous en avons fait les frais cet été lors des canicules à répétition. Il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril, tenter de se reposer dans des logements en surchauffe, sans que les pompiers aient les moyens suffisants pour faire face aux mégafeux. Mais le gouvernement vient d'annoncer l'annulation de 157 millions d'euros de crédit consacrés à la transition écologique et le « plan

d'urgence » de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles a été réduit à 16 millions, une misère, alors qu'à la rentrée, de nombreux établissements scolaires du sud de la France ont encore dû annuler les cours l'après-midi à cause d'un pic de chaleur.

Imposer notre plan d'urgence

Il y a urgence pour le climat, urgence pour nos salaires et nos conditions de travail. Il y a aussi urgence pour l'emploi, face aux plans de licenciements qui se multiplient et au chômage qui repart à la hausse. Mais pour imposer les mesures nécessaires, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Imposer 400 euros de plus par mois, l'échelle mobile des salaires en fonction de la hausse des prix, le blocage des prix, contrôlé par les consommateurs, l'interdiction des licenciements, l'isolation thermique des bâtiments scolaires et des logements, les moyens nécessaires à tous les services publics, y compris la lutte contre les incendies.

Des grèves ont déjà lieu dans des établissements scolaires contre les conditions de rentrée, dans les bus RATP, vendus par lots au privé, dans le social, etc. Mais il faudrait s'y mettre tous ensemble. Les pompiers se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents des services publics le 29 septembre. La fédération SUD-Rail appelle également à la grève le même jour, et plusieurs syndicats CGT appellent le privé à rejoindre la mobilisation. La date du 17 octobre, appelant à un retour du mouvement Gilets jaunes et à un octobre rouge, commence à faire parler d'elle et suscite une certaine inquiétude de la part du gouvernement. Faisons converger toutes nos colères pour frapper ensemble !

Pas à nous de payer !

Avec cinq jours de chômage pour septembre, nos salaires vont prendre un sacré coup, alors que les prix de l'essence, du gaz et des produits de consommation sont au plus haut. Qu'on soit embauché ou intérimaire, il n'y a aucune raison de se serrer la ceinture encore plus, c'est à Stellantis de payer ces journées à 100 %.

Halte aux postes supprimés !

Tout le monde s'y attend, on va sans doute passer sur une seule demie-équipe, ou, nouvelle rumeur, sur une demie-équipe et une autre demie-équipe réduite. Quels que soient les choix de la direction, au vu des bidouillages et des répartitions, on sait que des postes vont encore être supprimés, et que nos postes déjà surchargés vont encore s'aggraver. Si la direction vend moins, ce n'est pas à nous de payer, il faut que chaque emploi soit maintenu, et que le travail soit réparti entre tous.

Faut pas pousser !

Au montage, la Direction rajoute des overtimes presque tous les jours. Elle programme aussi une pré-production le lundi matin. Elle nous presse comme des citrons, jusqu'à la dernière goutte, jusqu'aux 10 minutes supplémentaires, puis nous met au chômage technique avec perte de salaire. Notre réponse : la grève des overtimes !

On peut leur laisser notre 06

Jeudi dernier en TA de Mécanique, au secteur ATS, une surprise nous attendait : pas de disques, alors pas de travail. On pouvait rester balayer, ou aider ailleurs, ou rentrer à la maison... on a couru vers la sortie ! Reste qu'il n'y avait pas moyen de nous prévenir avant ? Ça nous aurait évité de perdre deux heures dans les transports.

On respire

En Mécanique, l'ancien RU des disques et moyeux s'était vanté d'avoir eu une bonne promotion en maintenance de Forge ou en tant que technicien. Pour l'instant, pour seule promotion, il aurait été vu en train de monter des barrières de sécurité pour les piétons. En tout cas, l'ambiance est meilleure depuis qu'il y a une barrière entre lui et nous.

Manque les brochettes sur les braises

Nous sommes tous appelés chacun à notre tour à une formation Incendie de 2 heures. On est en situation, avec des pompiers, à utiliser contre un feu deux types d'extincteur. C'est intéressant, utile et surtout... loin de la chaîne !

Filosa, ton pipeau sonne faux

La presse s'est extasiée sur le discours de Filosa à la grand-messe du MEDEF le 26 août. Elle prend pour argent comptant sa promesse de ne fermer aucune des 12 usines françaises du groupe. Mais on peut vider un site sans pour autant le fermer. Avec nos camarades de Douvrin et de Poissy, où l'emploi est en chute libre, nous répondons qu'un site ouvert ne vaut que s'il y a des salariés dedans.

Balade à Flins-sur-Seine

La direction de Renault vient d'annoncer l'abandon du projet de cataphorèse qui devait être implantée sur le site de Renault Flins. Ce n'est pas la première fois qu'elle promet des projets aux salariés pour développer des projets sur le site, avant de finalement revenir sur ses promesses. Les patrons aiment à bercer d'illusion les salariés sur leur avenir. Notre direction mène la même politique sur l'usine de Poissy, comme elle l'a fait avec Douvrin avant elle. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, pour obtenir de nouvelles garanties, c'est aux salariés de Poissy et Flins de les imposer.

Volkswagen : le cataclysme continue

En début d'été, la direction de Volkswagen a lâché une bombe en annonçant la suppression de 50 000 emplois supplémentaires, avec 4 sites allemands menacés. C'est la suite d'une offensive sans précédent du patronat de l'automobile allemande : VW avait déjà annoncé la suppression de 50 000 emplois fin 2024, ce qui porte le total des suppressions d'emploi à 100 000. Alors que le syndicat IG Metall avait péroré en menaçant la direction d'une lutte sans merci, l'accord a finalement été signé jeudi 3 septembre avec des négociations sans combat sur le dos des travailleurs. Voilà de quoi rassurer la presse et les analystes pro-patronaux : VW a pris 8 % en bourse dès le lendemain. En décembre 2024, deux jours de grève avaient alors mobilisé près de 100 000 grévistes, en voilà une force capable de remballer cette immense casse sociale.

L'aide aux agriculteurs prise sur le budget... des écoles

La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a annoncé un plan de plus d'un milliard d'euros pour soutenir les agriculteurs touchés par la sécheresse et les canicules. Les économies demandées par Lecornu pour financer cette aide font pourtant une victime collatérale : les écoles. En effet, les budgets annoncés en début d'été pour les équiper face aux canicules ont été réduits des 3/4. Ou comment habiller les agriculteurs en déshabillant les écoliers.